

citoyennes du pays vivent dans des conditions matérielles pires encore que celles d'il y a quatre ans. Voilà qui a miné l'appui dont le président Gorbatchev disposait, à telle enseigne qu'il a cherché à reporter la mise en oeuvre d'autres réformes.

Jusqu'ici, en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est, la détermination à alléger les fardeaux militaires n'a pas fléchi : les réductions des budgets et des troupes s'opèrent effectivement, et la production d'armes a commencé à ralentir. Ici aussi, il est à craindre qu'un tel bouleversement et la diminution de l'importance du secteur militaire déclenchent une rébellion dans les forces armées qui, conjuguée à d'autres intérêts anti-réformistes, risquerait d'entraîner un contre-mouvement interne et un retour à des politiques étrangères axées sur l'affrontement.

Avec tous ces facteurs en évolution constante et une grande variété de scénarios politico-militaires en cours de réalisation, les planificateurs occidentaux sont de toute évidence perplexes et enclins à la prudence. Les scénarios traditionnels selon lesquels l'URSS envahit l'Europe de l'Ouest paraissent tenir de plus en plus de l'imaginaire, mais il faudra assister à la conclusion heureuse des pourparlers sur les forces conventionnelles, l'été prochain, et à la mise en oeuvre des accords, pour que, finalement, on cesse de craindre une telle éventualité. Que fera désormais l'Union soviétique des grands contingents de troupes stationnés dans les autres pays du Pacte de Varsovie (environ 600 000 hommes en tout), vu qu'on a toujours supposé que leur raison d'être était principalement d'assurer la stabilité des régimes communistes et l'hégémonie soviétique, deux objectifs auxquels Moscou a effectivement renoncé ? Sur ce plan aussi, bien que l'URSS ne juge peut-être plus possible ou nécessaire de conserver son réseau d'États clients, il faut supposer que Moscou veillera résolument à empêcher chacun des pays voisins d'adopter une attitude ou une philosophie militaire hostile à son égard. L'Occident n'a aucun intérêt à encourager ce genre de provocation de la part de ces pays.

Les négociations sur les forces conventionnelles sont encore loin d'aboutir (et un problème pratique qui se pose à toutes les parties consiste à régler les questions en cours de négociation aussi rapidement que le permet désormais le climat politique), les progrès dans le domaine du désarmement nucléaire ont encore été moins manifestes, et les discussions sur la limitation des armements navals n'ont pratiquement rien donné; malgré tout, il est clair que la gestion des relations Est-Ouest peut désormais se faire davantage sur les plans